

INQUIETUDES AVILLENEUVE D'ASCQ

Les agents de la Trésorerie de Villeneuve d'ASCQ s'inquiètent de l'avenir de leur poste, suite d'une part à l'annonce de leur déménagement, ainsi qu'à la disparition de plusieurs Trésoreries des environs, ce qui implique un surcroît de travail.

La proximité est un combat de la plupart des syndicats, de la Fonction Publique en général et du Trésor en particulier. Après l'abandon du monde rural, il faut trouver des emplacements accessibles non seulement aux agents, mais aussi et surtout aux contribuables. Le problème est forcément complexe, car notre Direction désire mettre tant de charrues avant les bœufs que le temps qui devrait normalement être alloué à ce genre de projet n'est pas à la mesure des enjeux.

Sud Trésor soutient bien évidemment l'action des agents, accompagnés déjà par nos collègues de la CGT et du SNAT.

POUR CRÉER
DE LA MISÈRE



NOUS SOMMES
DES EXPERTS !

UNE LETTRE DE PERDUE... ADIEU LA POSTE

Le rouleau compresseur libéral enfonce encore le clou. L'Union Européenne prétend qu'il faut laisser la libre concurrence s'installer dans tous les domaines. Après le Téléphone, le Train, l'Électricité et le Gaz, et avant la Santé, l'Éducation, le Trésor, les Impôts, la Sécurité Sociale,... voici le tour de La Poste.

L'accès d'entreprises privées dans un secteur supprime clairement toute autorité de l'État dans ce domaine. Les tarifs explosent de façon exponentielle et inversement proportionnelle à la qualité et l'assurance du service rendu.

Le fait que les nombreux candidats à la candidature aux élections présidentielles promettent toutes et tous d'en finir avec les régimes particuliers de retraites – « avantages » acquis par la lutte – ne fait que renforcer la conviction de Sud Trésor qu'il faut se mobiliser, prendre conscience qu'aucun combat n'est ni simple ni facile.

Ni les syndicats ni leurs militants ne pourront faire le travail à votre place. C'est à l'ensemble des travailleurs de se mobiliser pour défendre l'ensemble des droits du travail.

Il est inacceptable que les salaires aillent du simple au centuple. Il est inacceptable qu'il existe des travailleurs pauvres. Il est intolérable qu'ils soient 7 millions !

Toute la Fonction Publique est en danger.

De nos maternités à nos retraites, ce sont nos vies qui sont en jeu.

LE DROIT DES FEMMES A DISPOSER DE LEUR CORPS

Le samedi 18 novembre 2006, une dizaine d'intégristes anti-avortement de *SOS Tout Petits* voulaient prier devant le planning familial lillois, non loin de la TG, pour célébrer leurs vingt ans.

Une cinquantaine de citoyens, hommes et femmes, principalement des jeunes, ainsi que quelques syndicalistes sont venus défendre la liberté si difficilement acquise de l'avortement. Cette opération médicale subit bien évidemment les restrictions de personnels comme dans toute la fonction publique hospitalière. Elle n'est dans les faits pas aussi « simple » à réaliser qu'elle devrait l'être.

Sous le fallacieux prétexte qu'à 8 semaines, le fœtus est un être humain complet, les anti-avorteurs ont trop souvent mené des croisades violentes dans des salles d'opération, au mépris de toute démocratie, sans causer de l'hygiène ! Mais ces gens là sont généralement pour la peine de mort ... le fœtus doit simplement pouvoir prendre de l'âge !

Les contre-manifestants sont venus perturber ces oraisons funèbres par des chants, des percussions, et quelques slogans, dont le plus savoureux était :

« Ah si Marie avait connu l'avortement,
on aurait pas tous ces emmerdements ! »

LA DGI ET LES DOUANES AUSSI DANS LA TOURMENTE

Deux grèves à la DGI (14 et 30 novembre), une aux Douanes (28 novembre), la fin d'année n'est guère aux réjouissances pour les agents des Finances.

Les restructurations, les missions qui disparaissent, la présence de l'État qui s'appauvrit au profit des fraudeurs de tous poils, et bien sur au détriment des « petits » contribuables. Le lot quotidien des agents persiste à voir la dégradation de nos conditions de travail.

Sans oublier nos traitements qui sont tellement loin de suivre l'évolution du coût de la vie qu'on en vient à douter de pouvoir fêter Noël correctement.

Des agents de Recouvrement du Trésor débutants font partie des travailleurs pauvres ; cette aberration due au mépris de nos gouvernants. Vous savez, ces salariés qui n'ont pas les moyens de louer un appartement, car ils ne sont pas suffisamment solvables !

GREVE LE JEUDI 14 DECEMBRE 2006

Du 11 au 15 décembre 2006, des actions vont avoir lieu au Ministère.

Sud Trésor s'associe à l'appel à la grève de la journée du 14 décembre qui exige l'arrêt des suppression d'emplois, des réformes annoncées au Comité Technique Paritaire Ministériel du 7 juillet 2005, des restructurations diverses et avariées.

Imposons de réelles discussions sur l'amélioration des conditions de travail, sur les droits et garanties des agents, et l'ouverture de négociations salariales.

PREVENTION DE LA DELINQUENCE

Si vous l'ignoriez, un enfant de 3 ans porte déjà en lui toute la vilenie humaine, et bien sur parentale.

Notre charmant Ministre de l'Intérieur a donc décidé de pousser le bouchon du poujadisme encore un peu plus loin.

L'éducation : les profs seront dans l'obligation de divulguer les informations concernant les élèves, les fichages nominatifs seront généralisés et communicables aux autorités.

Les transports : remise en cause de la médecine du travail et de son rôle de prévention pour la remplacer par une médecine répressive. Renforcement du pouvoir de « police » des contrôleurs qui détiendront le droit de contrôle d'identité et de rétention.

La psychiatrie : remise à l'ordre du jour d'un fichier national des hospitalisations psychiatriques qui existait en 1941, sous le gouvernement de vichy.

Le travail social : remise en cause du champ du secret professionnel, protecteurs des libertés individuelles, qui transforme les professionnels de l'aide, de l'éducation et du soin en auxiliaires de police.

Le maire : ordonnateur tout puissant de ce dispositif, destinataire de toutes les infos, il détiendra des pouvoirs de police et de justice au mépris d'une règle fondatrice de la démocratie : la séparation des pouvoirs.

La Santé : par exemple, un médecin aura pour obligation de signaler aux autorités, la situation d'une femme brutalisée par son mari sans son accord.

CHOISIS TON CAMP CAMARADE !!! (BULLETIN D'ADHÉSION)

Nom : _____

Désire adhérer au Syndicat SUD Trésor

Prénom : _____

A _____ le

Grade : _____

Signature

Adresse administrative : _____

Tél : _____

A renvoyer a SUD Trésor, T.G.du Nord, 82 avenue Kennedy, 59033 Lille Cedex